



Migrants : la capacité d'accueil dépend de la question posée

Des chercheurs de l'UNIGE ont relevé l'importance que joue une proposition chiffrée basse ou élevée sur le nombre de migrants que les Suisses seraient prêts à accueillir chaque année.

Combien de migrants par année les Suisses seraient-ils prêts à accueillir ? Les chiffres avancés par les partis politiques et véhiculés dans les médias jouent-ils un rôle sur l'opinion du peuple helvétique à ce sujet ? Afin de répondre à ces questions, des psychologues de l'Université de Genève (UNIGE) ont testé un biais de raisonnement connu – le biais d'ancrage – qui consiste à donner à titre informatif un chiffre volontairement bas ou élevé avant que les interlocuteurs ne donnent leur avis sur un sujet. Ils ont constaté que le chiffre donné jouait un rôle capital sur la formation de l'opinion et ce quelle que soit l'orientation politique des personnes interrogées ou même le parti politique à l'origine de ce chiffre. Leur recherche, à lire dans la revue *Journal of Applied Social Psychology*, relève les dangers des votations politiques fondées sur des chiffres, car l'opinion publique est facilement orientée par le premier nombre véhiculé dans les médias.

Depuis quelques années, la question de la migration occupe une place centrale dans l'actualité politique. Certains pays ont ouvert leurs portes, comme l'Allemagne, alors que d'autres se sont montrés très réticents, à l'instar de la Hongrie. Mais qu'en est-il de la Suisse ? En 2016, le pays comptait environ 8 millions de résidents dits permanents, dont 2 millions de nationalité étrangère. S'y ajoutaient 90'000 résidents non permanents et 68'000 demandeurs d'asile, dont environ la moitié était arrivée l'année précédente et était encore dans le processus d'asile. « Nous avons calculé que le point médian entre le nombre de nouveaux migrants qui arrivent chaque année en Suisse et le nombre total de migrants dans le pays se situe aux alentours de 50'000 personnes », précise Fanny Lalot, chercheuse au département de psychologie de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE) de l'UNIGE et première auteure de l'étude.

L'importance du biais d'ancrage

L'équipe de l'UNIGE s'est alors demandé si les chiffres véhiculés dans les médias sur le nombre de migrants arrivés en Suisse chaque année jouaient un rôle sur l'opinion publique. Combien de réfugiés les Suisses seraient-ils prêts à accueillir ?

« Depuis 1974, un biais de raisonnement très connu est analysé, il s'agit du biais d'ancrage, explique Fanny Lalot. Cela signifie que lorsqu'on demande à une personne de faire une évaluation, on peut influencer sa réponse en donnant de prime abord un chiffre bas, ou au contraire élevé, qui servira d'ancrage à sa réflexion. » Si le chiffre de la consigne est faible, la réponse de la personne interrogée sera également faible. Mais si le chiffre transmis est élevé, son évaluation sera également élevée. « Pour répondre à notre question concernant la migration, nous sommes partis du chiffre 50'000 pour choisir nos points d'ancrage: 1'000 pour le chiffre bas, 100'000 pour le chiffre éle-



Fanny Lalot, chercheuse au département de psychologie de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE) de l'UNIGE.

contact

Fanny Lalot

Chercheuse au département de psychologie

Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE)

+41 76 679 55 65

Fanny.Lalot@unige.ch

DOI: 10.1111/jasp.12588

vé», continue la psychologue. Les chercheurs ont ensuite soumis à un groupe de 300 personnes le texte suivant: Les politiciens d'un parti ont proposé que la Suisse accueille 1000 migrants. Pensez-vous qu'il faille en accueillir plus ou moins ? Combien exactement ? Un second groupe de 300 personnes a reçu le même texte, mais avec le chiffre de 100'000 migrants.

Les résultats sont sans appel. «La moyenne du premier groupe se situe aux alentours de 20'800 migrants par an. Mais ce chiffre est multiplié par six dans le second groupe, avec une moyenne de 126'000 migrants par an ! C'est dire l'importance du biais d'ancrage», s'exclame Fanny Lalot.

Et les affinités politiques ?

Ces résultats changeraient-ils si le chiffre d'ancrage émanait clairement de l'Union démocratique du centre (UDC) ou du Parti socialiste (PS) ? Les psychologues ont divisé les participants en quatre groupes. Le premier groupe recevait de la part de l'UDC un chiffre conseillé de 1000 migrants. Le second groupe recevait également le chiffre de 1000, mais de la part du PS. Le troisième groupe recevait de l'UDC un chiffre de 100'000 migrants et le dernier groupe un chiffre de 100'000 migrants du PS. «A notre grand étonnement, les moyennes des évaluations des participants étaient presque semblables entre les groupes 1 (20'000 migrants) et 2 (15'000 migrants), et 3 (140'000 migrants) et 4 (130'000 migrants). Ceci prouve que la source politique du chiffre d'ancrage importe peu pour l'évaluation du citoyen, mais que seul le chiffre lui-même compte», constate Fanny Lalot.

Autre surprise, les personnes ayant une sensibilité plus à droite ont malgré tout donné un chiffre plus élevé que celui initialement proposé, respectivement 18'000 (25'000 pour les participants plus à gauche) et 100'500 (160'000 pour les participants plus à gauche). «Ce résultat est étonnant. En général, les personnes recevant un chiffre d'ancrage élevé ont tendance à répondre un chiffre plus faible que celui proposé en préambule. Ici, il était plus élevé !, s'étonne Fanny Lalot. On peut imaginer que cette problématique a provoqué une réaction plutôt humaniste poussant les gens à défendre des chiffres plus élevés que ce qu'un politicien aura prétendument proposé.»

Attention aux manipulations des chiffres !

Cette étude indique que les citoyens suisses se déclarent prêts à accueillir autant, voire plus, de migrants que ce que conseillent les partis politiques. Mais ses résultats mettent surtout le doigt sur les dangers des votations fondées sur des chiffres. Car quelles que soient les affinités politiques, les citoyens se retrouvent fortement influencés par les nombres véhiculés par les médias. «Ce principe étant relativement connu, les partis politiques peuvent s'en servir pour tenter de manipuler l'opinion publique en étant les premiers à transmettre des chiffres allant dans leur sens, précise la chercheuse genevoise. A nous de prendre en compte ce biais et de ne pas nous laisser influencer, d'autant plus sur des sujets aussi délicats que l'immigration !»

UNIVERSITÉ DE GENÈVE Service de communication

24 rue du Général-Dufour
CH-1211 Genève 4

Tél. +41 22 379 77 17

media@unige.ch

www.unige.ch